

**Algérie - Point de presse conjoint de  
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
de M. Abdelkader Messahel,  
ministre algérien des affaires  
étrangères, de M. Bruno Le Maire,  
ministre de l'économie et des  
finances, et de M. Youcef Yousfi,  
ministre algérien de l'industrie et  
des mines - Propos de M. Le Drian**  
(Paris, 29 octobre 2018)

Mesdames et Messieurs,

Chaque jour ou presque rappelle l'actualité de la menace terroriste que nous combattons ensemble et permettez-moi, avant de commencer, d'adresser au peuple tunisien l'expression de notre vive émotion et de notre solidarité face à l'attentat qui a meurtri ce matin la capitale tunisienne. Et toutes nos pensées vont ce soir à la Tunisie, au peuple tunisien que nous continuerons de soutenir avec beaucoup de détermination.

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux, avec Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, d'accueillir ce soir à Paris M. Abdelkader Messahel, ministre des affaires étrangères d'Algérie et le ministre algérien de l'industrie et des mines, M. Youcef Yousfi. J'ai eu l'occasion de leur souhaiter la bienvenue tout à l'heure et je voulais à nouveau les saluer et leur dire combien notre relation est importante, utile et nécessaire.

Nous avons eu deux importants rendez-vous dix mois après la visite du président Macron à Alger.

Le premier rendez-vous c'est le comité mixte économique franco-algérien que l'on appelle COMEFA, cette enceinte de dialogue essentielle car l'Algérie est pour nous un partenaire économique majeur et est en même temps un de nos partenaires en Afrique et dans le monde arabe. Ce sont plus de huit milliards d'euros d'échanges commerciaux chaque année, avec plus de 7.000 entreprises françaises travaillant avec l'Algérie. Ce sont aussi près de 500 entreprises implantées en Algérie qui emploient 40.000 personnes et qui génèrent 100.000 emplois indirects dans le domaine stratégique pour nos deux pays, que ce soit l'automobile, le transport, la santé et l'agriculture.

Le COMEFA permet ainsi de faire le point sur le partenariat économique et de tracer des perspectives nouvelles pour le renforcer, et la concrétisation dans un instant d'une déclaration d'intention sur la création d'un fonds bilatéral d'investissement en sera une des traductions concrètes, mais Bruno Le Maire reviendra sur le contenu de ce COMEFA.

J'ai également co-présidé en amont de ce COMEFA, avec mon ami Messahel, la session de notre dialogue stratégique. Cet échange a été dense, il a été consacré au défi sécuritaire considérable auquel nous faisons face avec l'Algérie aujourd'hui.

Notre action commune contre le terrorisme est bien sûr notre axe prioritaire de coopération. Nous sommes convaincus que le partage d'expériences, d'initiatives et que les échanges opérationnels sont essentiels pour y répondre. Sur la scène régionale, notamment au Mali et en Libye, l'Algérie est un partenaire incontournable. Et il est de notre responsabilité de travailler ensemble à la résolution des crises qui affectent la stabilité de notre environnement.

Nous sommes, sur beaucoup de ces sujets, complètement en phase, nous en parlons très souvent, nous avons même des initiatives communes et nous voulons poursuivre dans cette logique, en pleine insertion avec les engagements pris au niveau des Nations unies, que ce soit en ce qui concerne le Mali et la Libye en particulier.

Nous avons aussi commencé à réfléchir à la mise en oeuvre du Sommet des deux rives du 24 juin prochain, que le président de la République a souhaité, qui permettra de mener une relation commune pour le développement des deux rives de la Méditerranée.

Et puis nous avons aussi évoqué ensemble les moyens de renforcer notre coopération dans le domaine des défis migratoires auxquels font face nos deux pays.

Ces échanges reflètent la grande qualité du dialogue entre la France et l'Algérie et notre volonté d'avancer ensemble sur les dossiers d'intérêt commun et ils sont nombreux. Il s'agit d'un dialogue de confiance, d'un dialogue exigeant, et d'un dialogue de confiance qui a pour objectif de renforcer le caractère privilégié de la relation qui unit dans l'histoire et dans l'avenir l'Algérie et la France./.